



NORTH ATLANTIC COUNCIL
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

NATO SANS CLASSIFICATION

28 novembre 2025

DOCUMENT
PO(2025)0338-AS1

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DE L'AGENCE DE GESTION OTAN POUR LE DÉVELOPPEMENT,
LA PRODUCTION ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO (NETMA)**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 28 novembre 2025, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note de la décision du RPPB et du rapport de l'IBAN, et a donné son accord pour que les états financiers 2024 de la NETMA, le rapport de l'IBAN et la décision du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du PO(2025)0338 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION





NATO SANS CLASSIFICATION

20 novembre 2025

DOCUMENT

PO(2025)0338

**Procédure d'accord tacite :
28 nov 2025 15:30**

À : Représentants permanents (Conseil)

De : Secrétaire général

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DE L'AGENCE DE GESTION OTAN POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION
ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO (NETMA)**

1. Vous trouverez en annexe la décision du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) concernant le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2024 rectifiés de la NETMA, ainsi que la recommandation qu'il a formulée à l'intention du Conseil.
2. Je ne pense pas que ce dossier doive être examiné au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 28 novembre 2025 à 15h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note de la décision du RPPB et du rapport de l'IBAN, et qu'il aura donné son accord pour que les états financiers 2024 de la NETMA, le rapport de l'IBAN correspondant et la décision du RPPB soient rendus publics.

(signé) Mark RUTTE

1 annexe
2 pièces jointes

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION



**BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE
DES RESSOURCES (RPPB)**

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL
DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)
SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2024
DE L'AGENCE DE GESTION OTAN POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION
ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO (NETMA)**

DÉCISION

Référence : IBA-A(2025)0080 (Rapport de l'IBAN)

Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources :

1. ayant examiné le rapport de l'IBAN sur l'audit des états financiers 2024 de la NETMA et pris connaissance des commentaires de cette entité, constate que l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers rectifiés de la NETMA et sur la conformité pour l'exercice et qu'il a formulé deux observations, lesquelles n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise ;
2. souscrit aux recommandations formulées par l'IBAN comme suite à ses observations et recommande au Conseil de donner son accord pour que les états financiers 2024 de la NETMA et le rapport de l'IBAN correspondant soient rendus publics.



International Board of Auditors for NATO
Collège international des auditeurs externes de l'OTAN

Brussels - Belgium



NATO SANS CLASSIFICATION

14 novembre 2025

IBA-A(2025)0080-REV1

- À : Secrétaire général
(À l'attention du directeur du Cabinet)
- Cc : Représentants permanents auprès de l'OTAN
Présidence du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'avion de combat européen (NEFMO)
Présidence du Comité de direction de l'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO)
Directeur général de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
Contrôleuse des finances de la NETMA
Président du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
Chef de la Branche Gestion des ressources et du portefeuille du Bureau OTAN des ressources
Bureau d'ordre du Cabinet
- Objet : ***Rapport du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) sur l'audit des états financiers de l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 – IBA-AR(2025)0018-REV1***

Monsieur le Secrétaire général,

Vous trouverez ci-joint le rapport approuvé par l'IBAN ainsi qu'une note succincte à l'intention du Conseil. Il s'agit d'une version révisée du document qui vous avait été initialement communiqué (IBA-AR(2025)0018, du 28 août 2025), dans laquelle la cote et la date de diffusion des états financiers rectifiés de la NETMA pour 2024 ont été corrigées.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers 2024 de la NETMA ainsi que sur la conformité pour cet exercice.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Sébastien Lepers
Président

Pièces jointes : voir ci-dessus.

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-

Note succincte
du Collège international des auditeurs externes de l'OTAN
à l'intention du Conseil sur l'audit des états financiers
de l'Agence de gestion OTAN pour le développement,
la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Entité OTAN présentant des états financiers, la NETMA est l'agence qui se charge, au nom de ses pays membres, de l'administration des programmes Tornado et Eurofighter (anciennement ACE 2000), et de la gestion des acquisitions réalisées dans le cadre de ces deux programmes opérationnels. L'Organisation de gestion OTAN pour la mise au point, la production et le soutien opérationnel d'un avion de combat polyvalent (NAMMO) est l'entité qui présente les états financiers relatifs au programme Tornado, et l'Organisation de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'avion de combat européen (NEFMO) est celle qui présente les états financiers relatifs au programme Eurofighter.

La NAMMO, la NEFMO et la NETMA étant considérées comme des entités OTAN distinctes, la NETMA publie chaque année des états financiers à usage général pour chacun des trois budgets qu'elle gère et administre.

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NETMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. En 2024, le montant total des dépenses relevant du budget administratif s'est établi à 54,2 millions d'euros (contre 51,4 millions en 2023).

La NETMA a demandé à republier ses états financiers pour pouvoir corriger une erreur significative que l'IBAN y avait relevée. L'IBAN a accédé à cette demande et il a audité les états financiers rectifiés qui lui ont été présentés le 14 juillet 2025. Sans cette correction, les états financiers 2024 de la NETMA auraient contenu une erreur significative qui aurait amené l'IBAN à émettre une opinion avec réserve à leur sujet.

L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi que sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers
2. Nécessité d'ouvrir des autorisations de programme afin de pouvoir contracter des obligations juridiques pendant l'exercice en cours en vue de l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

14 novembre 2025

COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

**DE L'AGENCE DE GESTION OTAN
POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION ET LA LOGISTIQUE
DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO**

(NETMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

**OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE
À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Audit des états financiers**Opinion sur les états financiers**

Le Collège international des auditeurs externes de l'OTAN (IBAN) a audité les états financiers de la NETMA portant sur la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2024. Diffusés le 14 juillet 2025 sous la cote N/800 1001 N/38151608/244777/25/NU, ces états financiers se composent de l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour la période de 12 mois ayant pris fin le 31 décembre 2024, ainsi que d'un résumé des méthodes comptables importantes et d'autres notes explicatives. Ils contiennent en outre un rapport sur l'exécution du budget portant sur la même période de 12 mois.

L'opinion de l'IBAN est que les états financiers donnent une image fidèle et exacte de la situation financière de la NETMA au 31 décembre 2024 ainsi que de sa performance financière, de ses flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour la période de 12 mois ayant pris fin à cette date, en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN.

Justification de l'opinion émise sur les états financiers

Le Règlement financier de l'OTAN prévoit que l'audit externe des entités OTAN présentant des états financiers et des organismes OTAN établis en vertu du Traité de l'Atlantique Nord est effectué par l'IBAN.

L'IBAN a effectué son audit en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 2000-2899).

L'IBAN est indépendant, comme le prévoit le Code de déontologie de l'INTOSAI, et il s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des dispositions de ce code. Les responsabilités des membres de l'IBAN sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers » et dans sa charte.

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant les états financiers

La responsabilité de la direction concernant les états financiers est définie dans le Règlement financier de l'OTAN. Les états financiers de la NETMA sont établis en application des dispositions comptables et des normes de compte rendu du cadre comptable OTAN tel qu'approuvé par le Conseil. Il incombe au contrôleur des finances de soumettre les états financiers à l'IBAN au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'exercice visé dans les états financiers.

Les états financiers sont signés par le chef de l'entité OTAN concernée et par le contrôleur des finances. En apposant leur signature sur ces documents, ceux-ci confirment que des mesures de gouvernance financière, des mécanismes de gestion des ressources, des contrôles internes et des systèmes d'information financière ont été mis en place et maintenus afin de garantir une utilisation efficace et efficiente des ressources.

Cette confirmation couvre l'élaboration, la mise en place et le maintien d'un ensemble de contrôles internes de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient auditables et exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Elle couvre aussi le compte rendu relatif à la capacité de l'entité à poursuivre son activité, la présentation, le cas échéant, des questions relatives à la continuité de l'activité, et l'application du principe comptable de continuité d'activité, à moins qu'il soit prévu de liquider l'entité ou de mettre un terme à son activité ou qu'il n'y ait pas moyen de faire autrement.

Responsabilités de l'IBAN concernant l'audit des états financiers

L'audit a pour objectif de permettre à l'IBAN d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, et de formuler une opinion à leur sujet. L'assurance raisonnable correspond à un degré de certitude élevé, mais elle ne garantit pas qu'un audit effectué sur la base de normes conformes aux ISSAI permettra dans tous les cas de détecter les inexactitudes significatives. Les inexactitudes, qui peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, considérées isolément ou collectivement, elles influent sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'audits effectués sur la base de normes conformes aux ISSAI, les auditeurs font appel à leur jugement professionnel et à leur esprit critique tout au long de la planification et de la réalisation du travail. Cela nécessite de tenir compte des particularités que présentent les entités du secteur public. L'IBAN s'attache aussi :

- à recenser et à évaluer les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur, à concevoir et à mettre en œuvre des procédures d'audit sensibles à ces risques ainsi qu'à obtenir par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion ; le risque de non-détection d'une inexactitude significative

relevant d'une fraude est plus élevé que le risque de non-détection d'une inexactitude significative relevant d'une erreur, car la fraude peut résulter d'une collusion, d'une falsification, d'omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou du contournement du contrôle interne ;

- à acquérir une connaissance du contrôle interne qui soit pertinente pour l'audit, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité ;
- à déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables et les informations connexes fournies par la direction sont raisonnables ;
- à se prononcer sur le caractère approprié ou non de l'utilisation du principe comptable de la continuité d'activité et à déterminer, à partir des éléments probants obtenus par l'audit, s'il existe une incertitude significative du fait d'événements ou de circonstances susceptibles de remettre fondamentalement en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité ; si l'IBAN juge qu'une telle incertitude existe, il est tenu d'appeler l'attention, dans son opinion, sur les informations correspondantes figurant dans les états financiers ou, si ces informations sont incomplètes, de formuler une opinion modifiée ; les conclusions de l'IBAN sont fondées sur les éléments probants en sa possession à la date d'établissement de son rapport d'audit ; il n'est toutefois pas exclu que l'entité soit amenée à cesser son activité en raison d'événements ou de circonstances futurs ;
- à évaluer la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies, et à déterminer si les états financiers rendent compte fidèlement des opérations et des événements qui en font l'objet.

L'IBAN est tenu de communiquer avec les organes chargés de la gouvernance, et notamment de les informer du périmètre et du calendrier de la mission d'audit qu'il prévoit d'effectuer, des principales conclusions de l'audit et des lacunes significatives qu'il aura éventuellement constatées dans le contrôle interne au cours de l'audit.

L'opinion que l'IBAN formule à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord doit aider ce dernier à s'acquitter de son rôle. C'est la raison pour laquelle l'IBAN est responsable de ses travaux et de son opinion devant le seul Conseil.

Audit de conformité**Opinion sur la conformité**

Sur la base des procédures qu'il a appliquées, l'IBAN estime que rien, dans son audit des états financiers, ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec le Règlement financier de l'OTAN et le Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Justification de l'opinion émise sur la conformité

L'IBAN a effectué l'audit de conformité en se fondant sur les principes définis par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), comme le prévoit sa charte, et sur des normes conformes aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI 4000-4899).

L'IBAN estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Responsabilité de la direction concernant la conformité

Tous les membres du personnel – civils et militaires – de l'OTAN sont tenus de respecter le Règlement financier de l'OTAN ainsi que les règles et procédures financières qui s'y rattachent et les directives d'application particulières, dont le Règlement du personnel civil de l'OTAN fait partie.

Le chef de l'entité OTAN présentant des états financiers est responsable et tenu comptable d'une saine gestion financière. Les organismes OTAN et les entités OTAN présentant des états financiers doivent administrer leurs finances en s'appuyant sur les principes suivants : adéquation, bonne gouvernance, obligation de rendre compte, transparence, gestion des risques et contrôle interne, audit interne, audit externe, prévention et détection des fraudes.

Responsabilité de l'IBAN concernant la conformité

Selon sa charte, en plus d'être chargé de fournir une assurance raisonnable quant à la question de savoir si les états financiers considérés dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes significatives, l'IBAN doit chaque année rendre au Conseil un avis indépendant lui assurant que les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées (adéquation) – et en conformité avec la réglementation en vigueur (régularité). Par « adéquation », on entend le respect des principes généraux régissant une gestion financière saine ainsi que la conduite des membres de l'administration. Par « régularité », on entend le respect de critères officiels tels que les règlements, règles et procédures applicables.

Il incombe ainsi à l'IBAN d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir en toute indépendance une assurance sur le point de savoir si les fonds ont été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur. De telles procédures prévoient notamment la prise en compte des risques de non-conformité significative.

Bruxelles, le 14 novembre 2025



Sébastien Lepers
Président

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'IBAN a formulé deux observations, assorties de recommandations. Ces observations n'ont pas eu d'incidence sur l'opinion émise au sujet des états financiers et de la conformité. Elles portent sur les points suivants :

1. Nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers
2. Nécessité d'ouvrir des autorisations de programme afin de pouvoir contracter des obligations juridiques pendant l'exercice en cours en vue de l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir.

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations et recommandations formulées lors d'audits précédents, et il a constaté que deux questions avaient été traitées et qu'une autre était toujours en cours de traitement.

Le rapport d'audit a été transmis à la NETMA, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans le document ainsi que, le cas échéant, la position de l'IBAN à leur sujet.

1. NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

Contexte

1.1 D'après l'IPSAS 1, à laquelle se réfère le cadre comptable OTAN (NAF), « *les états financiers doivent présenter une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie d'une entité. La présentation d'une image fidèle nécessite une représentation sincère des effets des transactions, autres événements et conditions selon les définitions et les critères de comptabilisation des actifs, des passifs, des produits et des charges exposés dans les IPSAS. L'application des IPSAS, accompagnée de la présentation d'informations supplémentaires lorsque nécessaire, est présumée conduire à des états financiers qui donnent une image fidèle* ».

1.2 Selon l'article 34.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR), « *[l]es organismes OTAN adoptent des prescriptions comptables et des normes de compte rendu conformes au cadre comptable OTAN, tel qu'approuvé par le Conseil* ».

1.3 L'une des fonctions principales de tout système de contrôle interne est de garantir l'existence de procédures appropriées pour l'établissement, l'examen et la présentation des états financiers. L'existence d'une procédure d'examen appropriée conditionne la possibilité d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si ceux-ci sont conformes au cadre de compte rendu financier applicable.

Constatations

1.4 Lorsqu'il a effectué l'audit de la première version des états financiers 2024 de la NETMA, reçus le 31 mars 2025, l'IBAN a constaté que les charges et les produits avaient été surévalués de 1 499 540 EUR – un montant significatif – dans l'état de la performance financière de la NETMA. Ces inexactitudes étaient liées à la constatation en cours d'exercice de frais de déplacement, alors que, à cet égard, la NETMA n'est que mandataire, conformément au NAF.

1.5 Le 14 juillet 2025, la NETMA a présenté des états financiers rectifiés à l'IBAN. Sans la correction qui leur a été apportée, les états financiers 2024 de la NETMA auraient contenu une erreur significative qui aurait amené l'IBAN à émettre une opinion avec réserve à leur sujet.

1.6 La surévaluation relevée a certes été corrigée, mais elle montre que, pour éviter les inexactitudes ou erreurs significatives dans les informations présentées, il faut pouvoir s'appuyer sur des procédures adéquates d'établissement, d'examen et de présentation des états financiers.

Recommandation

1.7 L'IBAN recommande à la NETMA de renforcer les mécanismes de contrôle interne relatifs à l'établissement des états financiers afin qu'une assurance raisonnable puisse être obtenue quant à la conformité de ceux-ci avec le cadre comptable OTAN et le Règlement financier de l'OTAN.

2. NÉCESSITÉ D'OUVRIRE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME AFIN DE POUVOIR CONTRACTER DES OBLIGATIONS JURIDIQUES PENDANT L'EXERCICE EN COURS EN VUE DE L'ACQUISITION DE BIENS ET DE SERVICES PENDANT LES EXERCICES À VENIR

Contexte

2.1 Le terme « engagement » est défini comme suit dans le glossaire du règlement financier de l'OTAN (NFR) :

« *Acceptation et enregistrement anticipés des obligations juridiques qui se rapportent :*

- a) *aux autorisations budgétaires pour l'exercice en cours ;*
- b) *aux autorisations de programme pour les exercices ultérieurs. »*

2.2 Aux termes de l'article 25 du NFR :

« 25.1 Dès que leurs budgets annuels et supplémentaires sont approuvés, [...] les [...] chefs d'organisme OTAN :

(a) peuvent, avec l'assentiment du contrôleur des finances, engager les dépenses correspondant aux biens et services à fournir pendant l'exercice ; [...]

(c) peuvent, avec l'assentiment du contrôleur des finances, ouvrir des autorisations de programme afin de pouvoir contracter des obligations juridiques pendant l'exercice en cours pour l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir ; de telles obligations juridiques apparaîtront comme des engagements pour les exercices à venir et non comme des autorisations accordées pour l'exercice en cours ; [...]

25.3 L'autorisation qui a été engagée du fait d'une obligation juridique et qui n'a pas encore donné lieu à la fourniture de biens et de services lorsque l'exercice s'achève est automatiquement reportée pour être utilisée le plus rapidement possible au cours des deux exercices suivants. [...]

25.5 Au terme du troisième exercice, les soldes des autorisations non consommées qui ont été reportées conformément à l'article 25.3 sont finalement annulés, sauf décision de nouveau report prise à titre exceptionnel par l'organe directeur ou le comité financier compétent. »

2.3 Le règlement financier de la NETMA prévoit ce qui suit :

« 20.1 Les crédits ne peuvent être engagés qu'au cours de l'exercice pour lequel ils ont été approuvés. La partie des crédits qui n'a pas fait l'objet d'un engagement est annulée à la fin de chaque exercice, mais les crédits engagés qui n'ont pas été dépensés peuvent être reportés s'il existe une obligation juridique de paiement (par exemple si une commande a été passée) ou si le report est spécifiquement approuvé par le FAC [Comité financier et administratif de la NETMA]. Les crédits ainsi reportés ne peuvent être utilisés qu'aux fins pour lesquelles ils ont été engagés initialement. »

2.4 L'article 34.4 du NFR dispose par ailleurs que *« les états financiers de tous les organismes OTAN comprennent un rapport d'exécution du budget, qui est présenté dans une annexe distincte ».*

2.5 Le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) a approuvé un modèle de présentation que les entités OTAN sont invitées à suivre pour leurs états financiers (AC/335-N(2015)0088), dans lequel figure un modèle de rapport sur l'exécution du budget. Ce rapport type est présenté sous la forme d'un tableau qui comprend les colonnes suivantes : budget initial, transferts, budget final, engagements, charges, reports et crédits tombés en annulation.

Constatations

2.6 L'IBAN a constaté qu'en 2024, la NETMA avait contracté une obligation juridique par laquelle elle avait engagé une somme de 220 479 EUR pour acheter des licences de logiciel pour la période allant du 19 décembre 2024 au 18 décembre 2025. L'obtention de ces licences était nécessaire à la continuité des opérations de la NETMA dès le début de l'exercice 2025. La NETMA a procédé au paiement anticipé de ce futur service en 2024. Pour la portion du service relative à 2025, la NETMA n'avait pas obtenu l'ouverture de l'autorisation de programme qui lui aurait permis, comme le prévoit l'article 25.1.c) du NFR, de « *contracter des obligations juridiques pendant l'exercice en cours pour l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir* ».

2.7 Le règlement financier de la NETMA ne dit rien au sujet des autorisations de programme (modalités d'approbation, autorité responsable de cette approbation, montant maximal). L'IBAN estime que la prochaine version de ce règlement devrait inclure des dispositions relatives aux autorisations de programme.

2.8 Dans le cadre de telles autorisations, les obligations juridiques doivent apparaître comme des engagements pour les exercices à venir et non pas comme des autorisations accordées pour l'exercice en cours. Dans le cas susmentionné, la NETMA n'a pas respecté les dispositions de l'article 25.1.c) du NFR, puisqu'elle a fait supporter l'obligation juridique relative à la portion 2025 du service en question par une autorisation obtenue pour l'exercice en cours, à savoir des crédits du budget administratif pour 2024.

2.9 Comme l'obligation juridique n'aurait pas dû être imputée sur le budget administratif 2024 et qu'un paiement anticipé a été effectué, les crédits annulables sont sous-évalués de 212 626 EUR et les charges sont surévaluées du même montant dans le rapport sur l'exécution du budget qui figure dans les états financiers 2024 de la NETMA. Par ailleurs, dans l'état de la situation financière, les passifs découlant d'annulations de crédits sont sous-évalués et les passifs correspondant à des produits constatés d'avance sont surévalués.

2.10 Enfin, l'IBAN relève que le rapport sur l'exécution du budget administratif de la NETMA ne contient pas de colonne pour les engagements, ce que prévoit pourtant le modèle de présentation des états financiers que les entités OTAN sont invitées à utiliser. Il estime que l'ajout d'une telle colonne permettrait de mieux faire ressortir les montants correspondant aux engagements pris par la NETMA pour des biens ou des services devant lui être fournis pendant l'exercice en cours.

Recommandations

2.11 L'IBAN recommande à la NETMA :

- a) d'actualiser son règlement financier en y ajoutant des dispositions relatives aux autorisations de programme qui indiqueraient clairement la manière dont celles-ci doivent être approuvées, l'autorité responsable de cette approbation et le montant maximal des autorisations ;
- b) d'ouvrir des autorisations de programme lorsqu'elle décide de contracter des obligations juridiques pendant l'exercice en cours en vue de l'acquisition de biens et de services pendant les exercices à venir ;
- c) d'inclure, dans le rapport sur l'exécution du budget qui figure dans ses états financiers, une colonne relative aux engagements, comme le prévoit le modèle de présentation des états financiers que les entités OTAN sont invitées à utiliser.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

L'IBAN a fait le point sur les suites données aux observations formulées lors de précédents audits. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif de ses recommandations et des mesures prises par l'entité (pour autant qu'elles aient été examinées par l'IBAN) ainsi que l'état de la question.

Une question est considérée comme étant « à traiter » lorsqu'aucun progrès notable n'a encore été réalisé en vue de son règlement. Une question est considérée comme étant « en cours de traitement » lorsque l'entité a commencé à mettre en œuvre la recommandation correspondante ou lorsque certains éléments de la recommandation (mais pas tous) ont été suivis d'effets. Une question est considérée comme étant « traitée » lorsque la recommandation correspondante a été mise en œuvre ou qu'elle a été rendue ou est devenue caduque. Lorsque la recommandation se subdivise en plusieurs éléments, l'état de la question est indiqué pour chacun d'eux dans la colonne « Mesures prises ».

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
(1) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0027, paragraphe 1 NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉTHODES D'ACQUISITION DE LA NETMA POUR LES RENDRE PLEINEMENT CONFORMES AUX PRINCIPES ÉNONCÉS DANS LE RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN		Question en cours de traitement

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
Recommandations de l'IBAN Pour garantir le plein respect de l'article 32 du NFR, l'IBAN recommande à la NETMA : a) de procéder à une mise en concurrence officielle pour l'acquisition des biens et des services nécessaires à l'exécution de ses activités, en tenant compte des seuils définis dans son règlement financier et dans ses procédures en matière d'acquisition, ou d'obtenir, de la part de l'autorité appropriée (DLF ou FAC), l'autorisation officielle de déroger aux procédures de mise en concurrence ;	a) La NETMA n'a pas procédé à une mise en concurrence officielle pour l'acquisition de services de préparation des salles de réunion et de nettoyage et d'entretien de ces salles ni pour l'acquisition de services de sécurité et de surveillance. Elle a informé l'IBAN au cours de l'audit qu'elle estimait qu'une mise en concurrence officielle n'était pas requise pour proroger un contrat, situation qui s'appliquait, selon elle, aux deux contrats portant sur les services susmentionnés. L'IBAN considère quant à lui que les services en question sont en fait fournis dans le cadre de contrats de durée indéterminée, dont seul le montant est revu chaque année, et non pas dans le cadre de prorogations de contrat. Par conséquent, il estime que l'acquisition de ces services devrait faire l'objet d'un appel d'offres, selon les principes énoncés dans le NFR et les dispositions du règlement financier de la NETMA, y compris celles concernant les seuils à respecter.	

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
b) d'actualiser son règlement financier et ses procédures en matière d'acquisition pour y mentionner la durée maximale des contrats et les conditions à respecter pour l'octroi de prorogations de contrat et pour la modification du périmètre d'un contrat.	L'IBAN estime par ailleurs que l'achat de licences de logiciels passe par l'émission de bons de commande annuels et que, par conséquent, les règles de la NETMA en matière de mise en concurrence devraient s'appliquer, ou bien qu'une dérogation à ces règles devrait être approuvée, ce qui n'a pas été le cas en l'occurrence. Sous-question à traiter. b) La NETMA compte revoir son règlement financier en 2025. Elle a officialisé cette mesure dans son plan de gestion 2025. La NETMA a indiqué qu'elle souscrivait à la recommandation de l'IBAN et qu'elle prévoyait d'actualiser son règlement financier pour y mentionner la durée maximale des contrats et les conditions à respecter pour l'octroi de prorogations de contrat et pour la modification du périmètre d'un contrat. Sous-question en cours de traitement.	
(2) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0027, paragraphe 2 ERREURS DANS LA CONSTATATION DE TROP-PAYÉS Recommandations de l'IBAN L'IBAN recommande à la NETMA de respecter pleinement les principes de saine		Question traitée

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
gestion financière énoncés dans le NFR ainsi que les dispositions de l'IPSAS 14, à laquelle se réfère le NAF : a) en ajustant comme il se doit les montants comptabilisés dans ses états financiers pour refléter tout événement postérieur à la date de clôture donnant lieu à des ajustements ; b) en obtenant l'accord officiel de l'autorité appropriée avant de procéder à toute décharge, et en enregistrant comme il se doit les montants à recevoir et les décharges correspondantes.	a) S'agissant des trop-payés, la NETMA a effectué les opérations financières voulues et les a fait figurer dans ses états financiers de 2024. Aucune erreur similaire n'a été constatée en 2024. Sous-question traitée. b) Aucune erreur similaire n'a été constatée en 2024. Dans la version révisée de son règlement financier qu'elle établira en 2025, la NETMA prévoit de faire correspondre les seuils relatifs aux décharges avec ceux prévus dans le règlement financier et dans les règles et procédures financières de l'OTAN, dans un souci de cohérence. Sous-question traitée.	
(3) Exercice 2023 IBA-AR(2024)0027, paragraphe 3 PRÉSENTATION, DANS LES NOTES JOINTES AUX ÉTATS FINANCIERS DE LA NETMA, D'UN SOLDE INCORRECT POUR LA RUBRIQUE « TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS » RELATIVE AUX ACTIVITÉS SOCIORÉCRÉATIVES Recommandation de l'IBAN L'IBAN recommande à la NETMA de retirer les stocks du solde présenté pour la rubrique « Trésorerie et équivalents » dans	La NETMA a retiré les stocks du solde présenté pour la rubrique « Trésorerie et	Question traitée

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES PAR L'ENTITÉ	ÉTAT DE LA QUESTION
la note jointe aux états financiers relative aux activités sociorécréatives, ainsi que de corriger la cote du règlement applicable à ces activités dans la note correspondante.	équivalents » dans la note jointe aux états financiers relative aux activités sociorécréatives et a corrigé la cote du règlement applicable à ces activités.	

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2025)0066 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE

COMMENTAIRES OFFICIELS DE L'AGENCE DE GESTION OTAN POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA PRODUCTION ET LA LOGISTIQUE DE L'ACE 2000 ET DU TORNADO (NETMA) SUR LE RAPPORT D'AUDIT ET POSITION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES AUDITEURS EXTERNES DE L'OTAN (IBAN)

**OBSERVATION N° 1 :
NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS**

Commentaires officiels de la NETMA

La NETMA souscrit à la recommandation de l'IBAN.

Elle va revoir la présentation et le contenu de ses états financiers, ainsi que ses méthodes comptables pour les éléments pour lesquels elle exerce un rôle de mandataire, en prévision de l'établissement des états financiers de 2025. Elle veillera à ce que les comptes soient préparés conformément au cadre comptable OTAN et au Règlement financier de l'Organisation.

**OBSERVATION N° 2 :
NÉCESSITÉ D'OUVRIR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME AFIN DE POUVOIR CONTRACTER DES OBLIGATIONS JURIDIQUES PENDANT L'EXERCICE EN COURS EN VUE DE L'ACQUISITION DE BIENS ET DE SERVICES PENDANT LES EXERCICES À VENIR**

Commentaires officiels de la NETMA

La NETMA souscrit aux recommandations de l'IBAN.

Elle actualisera son règlement financier en y ajoutant une définition du terme « autorisation de programme » et en précisant comment obtenir une telle autorisation.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

(1) Exercice 2023

IBA-AR(2024)0027, paragraphe 1

NÉCESSITÉ DE RENFORCER LES MÉTHODES D'ACQUISITION DE LA NETMA POUR LES RENDRE PLEINEMENT CONFORMES AUX PRINCIPES ÉNONCÉS DANS LE RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN

Commentaires officiels de la NETMA

a) *La NETMA n'est pas d'accord.*

Elle estime qu'elle agit conformément à la recommandation de l'IBAN sur cette question. Elle procède à une mise en concurrence officielle pour l'acquisition des

biens et des services nécessaires à l'exécution de ses activités, en tenant compte des seuils définis dans son règlement financier et dans ses procédures en matière d'acquisition. Dans le cas contraire, elle établit une demande de dérogation dûment argumentée, qui est soumise à l'approbation des autorités compétentes puis enregistrée comme il convient.

La NETMA estime que les contrats examinés par l'IBAN au cours de son audit des états financiers de 2023 ont été conclus dans le respect des procédures applicables. Une mise en concurrence officielle n'est pas requise pour proroger un contrat, situation qui s'applique, selon la NETMA, aux deux contrats en question (services de préparation des salles de réunion et de nettoyage et d'entretien de ces salles, et services de sécurité et de surveillance).

Suite à l'audit des états financiers de 2023 effectué par l'IBAN, le contrôleur des finances de l'Agence (DLF) a demandé à ce que les deux contrats fassent l'objet d'un réexamen approfondi (qui s'est achevé en octobre 2024) et à ce que des justifications plus détaillées soient fournies sur la prorogation des contrats, afin de s'assurer que la NETMA avait bien suivi les procédures applicables dans les deux cas. La division responsable de la conduite de l'activité de l'Agence a expliqué plus en détail au DLF, justificatifs à l'appui, comment elle avait procédé pour réexaminer le contrat actuel et étudier les possibilités de recours à d'autres fournisseurs. La NETMA considère à présent que la question soulevée par l'IBAN a été traitée.

La NETMA convient que, selon les bonnes pratiques, il faut examiner les possibilités de recours à d'autres fournisseurs lorsque c'est possible, pour être certain de recevoir le meilleur service au meilleur coût. C'est pourquoi elle a souscrit à la recommandation de l'IBAN dont il est question ci-dessous et compte actualiser son règlement financier de sorte qu'il contienne des dispositions concernant la durée maximale des contrats et les conditions à respecter pour l'octroi de prorogations de contrats et pour la modification du périmètre d'un contrat.

b) La NETMA confirme le constat de l'IBAN.

L'actualisation du règlement financier de l'Agence est en cours. La nouvelle version du document devrait être publiée en 2025, selon les modalités décrites au paragraphe 9.1 de la préface de ce règlement.

Cette mesure a été officialisée dans le plan de gestion 2025 de la NETMA. Le suivi de l'avancement des travaux se fait dans le cadre des rapports sur les objectifs et les hauts responsables sont tenus informés.

Les modifications demandées ont été mises par écrit, et la Division Finances s'emploie à présent à les rassembler en vue de les soumettre à l'approbation des pays hors comité puis de les publier.

Position de l'IBAN

Sur la base des documents examinés, l'IBAN ne peut pas considérer que les deux contrats dont il est question (services de préparation des salles de réunion et de nettoyage et d'entretien de ces salles, et services de sécurité et de surveillance) sont le résultat d'une prorogation ; il estime que ce sont plutôt des nouveaux contrats, pour lesquels il aurait fallu procéder à une mise en concurrence.

L'IBAN prend acte du fait que la NETMA est en train d'actualiser son règlement financier pour y mentionner la durée maximale des contrats et les conditions à respecter pour l'octroi de prorogations de contrat et pour la modification du périmètre d'un contrat. Il réexaminera dès lors la question des méthodes d'achat dans le cadre de son audit des états financiers 2025 de la NETMA.

L'IBAN maintient sa recommandation ; la sous-question correspondante reste donc à traiter.

GLOSSAIRE

En application de la norme internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) 2705, les opinions émises au sujet des états financiers et au sujet de la conformité peuvent être des opinions sans réserve, des opinions avec réserve, des déclarations d'abstention ou des opinions défavorables.

- L'IBAN émet une opinion sans réserve (*unqualified opinion*) lorsqu'il estime que les états financiers et le rapport sur l'exécution du budget sont exacts et que rien ne lui donne à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN émet une opinion avec réserve (*qualified opinion*) lorsque, d'une manière générale, il est satisfait de la présentation des états financiers mais que, pour certains éléments clés, il constate que les états n'ont pas été correctement établis ou que l'ampleur de l'audit a été limitée, ou lorsque des problèmes particuliers lui donnent à penser que les fonds n'ont pas été employés aux bonnes fins – pour le règlement de dépenses autorisées – et en conformité avec la réglementation en vigueur.
- L'IBAN se déclare dans l'impossibilité d'exprimer une opinion (*disclaimer of opinion*) lorsque l'ampleur de l'audit est extrêmement limitée – au point qu'il n'est pas en mesure d'exprimer une opinion – ou lorsque d'importantes incertitudes entourent les états financiers ou l'emploi des fonds.
- L'IBAN émet une opinion défavorable (*adverse opinion*) lorsqu'une erreur ou une anomalie présente dans les états financiers a des conséquences si étendues et si importantes que, selon lui, une réserve n'est pas suffisante pour faire apparaître le caractère trompeur ou incomplet des états financiers.

En application des normes d'audit, trois types de paragraphe peuvent figurer dans le rapport d'audit :

- Questions clés de l'audit (ISSAI 2701) – Paragraphe qui concerne des questions qui, selon le jugement professionnel de l'IBAN, sont les plus importantes parmi celles qui ressortent de l'audit des états financiers de la période considérée. Les questions clés de l'audit sont portées à l'attention du Conseil.
- Observation particulière (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit afin d'appeler l'attention sur un élément présenté dans les états financiers dont l'importance est telle, selon lui, qu'il est indispensable à l'utilisateur pour sa compréhension de ces documents.
- Autre observation (ISSAI 2706) – Paragraphe que l'IBAN ajoute dans la section « Opinion » du rapport d'audit pour fournir des informations sur un élément autre que ceux présentés dans les états financiers qui, selon lui, est important pour la compréhension, par l'utilisateur, de l'audit, des responsabilités de l'auditeur ou du rapport d'audit.

NETMA



ANNUAL FINANCIAL STATEMENTS 2024

FOR THE PERIOD ENDED 31 DECEMBER 2024

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2025)0066 - MIS EN LECTURE PUBLIQUE



These statements are produced in Thousands of Euros, unless otherwise stated.

For example:

34,632 = Thirty Four Million Six Hundred and Thirty Two Thousand Euros;

132 = One Hundred and Thirty Two Thousand Euros

The photographs in the following publication have been provided:

- Courtesy of Eurofighter Jagdflugzeug GmbH
- Under the UK MOD Consent License (© Crown copyright 2020) and the OGL (UK Open Government License)
- Courtesy of the Italian Ministero della Difesa—Aeronautica Militare photo gallery

Contents

Section	Page
<u>Overview</u>	
Introduction to the 2024 Financial Statements	5
NETMA Statement of Internal Control	8
<u>2024 Financial Statements</u>	
- Statement of Financial Position	10
- Statement of Financial Performance	11
- Statement of Cash Flow	12
- Statement of Changes in Net Assets / Equity	13
- Statement of Budget Execution	14
<u>Notes to the NETMA Accounts</u>	
A. Significant Accounting Policies	16
B. Notes to Statement of Financial Position	20
C. Notes to Statement of Financial Performance	24
D. Notes to Statement of Cash Flow	27
E. Notes to Statement of Budget Execution	29
F. Contingent Liabilities / Provisions	30
G. Related Parties Disclosure	30
H. Write-Off and Donations	30
I. Morale and Welfare Activities (MWA)	30

Overview

2024 Financial Statements

Notes to the NETMA Accounts

PUBLICLY DISCLOSED - PDN(2025)0066 - MIS EN VENTE PUBLIQUE

Introduction to the 2024 Financial Statements



NATO EF2000 and Tornado Development, Production and Logistics Management Agency (NETMA) is an agency formed jointly by NAMMO (NATO Multi-Role Combat Aircraft Development, Production and In-Service Support Management Organisation) and NEFMO (NATO European Fighter Aircraft Development, Production and Logistics Support Management Organisation) in 1996 to manage the procurement and administration of the two programmes within the framework of NATO. The operations of NETMA concerning NAMMO and NEFMO are each controlled by a Joint Steering Committee of the three NAMMO nations and the four NEFMO nations involved in the programmes.

NETMA is an Executive Body created by charter to administer the functions of two NATO Production and Logistic Organisations (NPLOs). The two NPLOs are NAMMO and NEFMO.

The budgetary organisation of NETMA is funded by the four member nations – Germany, Italy, Spain and United Kingdom. Budget approval is given jointly by the Boards of Directors (BoDs) of NAMMO and NEFMO. As a NATO agency, NETMA is exempt from taxation relating to operating revenue and expenses, where VAT is incurred this is recovered from the host nation's tax office via the German MoD.



Vision

“We are trusted by our Nations to meet their expectations in delivering their security needs and defence demands”



Mission

“To manage the Eurofighter and Tornado Programmes effectively through their lifecycle by ensuring the safe and timely delivery of Nations' requirements”

Key points from the Annual Financial Statements

NETMA Liabilities

The Agency's office accommodation is the subject of an operating lease and is therefore not capitalised as Property Plant and Equipment (PP&E). In accordance with IPSAS 13 Leases, it must be expensed on a straight-line basis over the lease term. IPSAS 13 mandates that operating leases are accounted for in this way irrespective of cash payments made. As NETMA were able to negotiate a rent free period at the start of the lease, these expenses are accrued as a long term liability which is unwound over the term of the lease. This only impacts on the Financial Statements and does not impact on either the budget or cash spent in 2024.

Addressing Previous Audit Observations

Need to strengthen NETMA procurement practices to ensure full compliance with the NFR principles regarding requirements for competitive tender.

NETMA has in place Financial Rules and Regulations and a Procurement Operating Policy that are followed for all procurements. These policies align with and ensure NETMA comply with the NATO Financial Regulations and Financial Rules and Procedures on procurement.

Need to ensure receivables and payables are fully adjusted to reflect the treatment of overpayments.

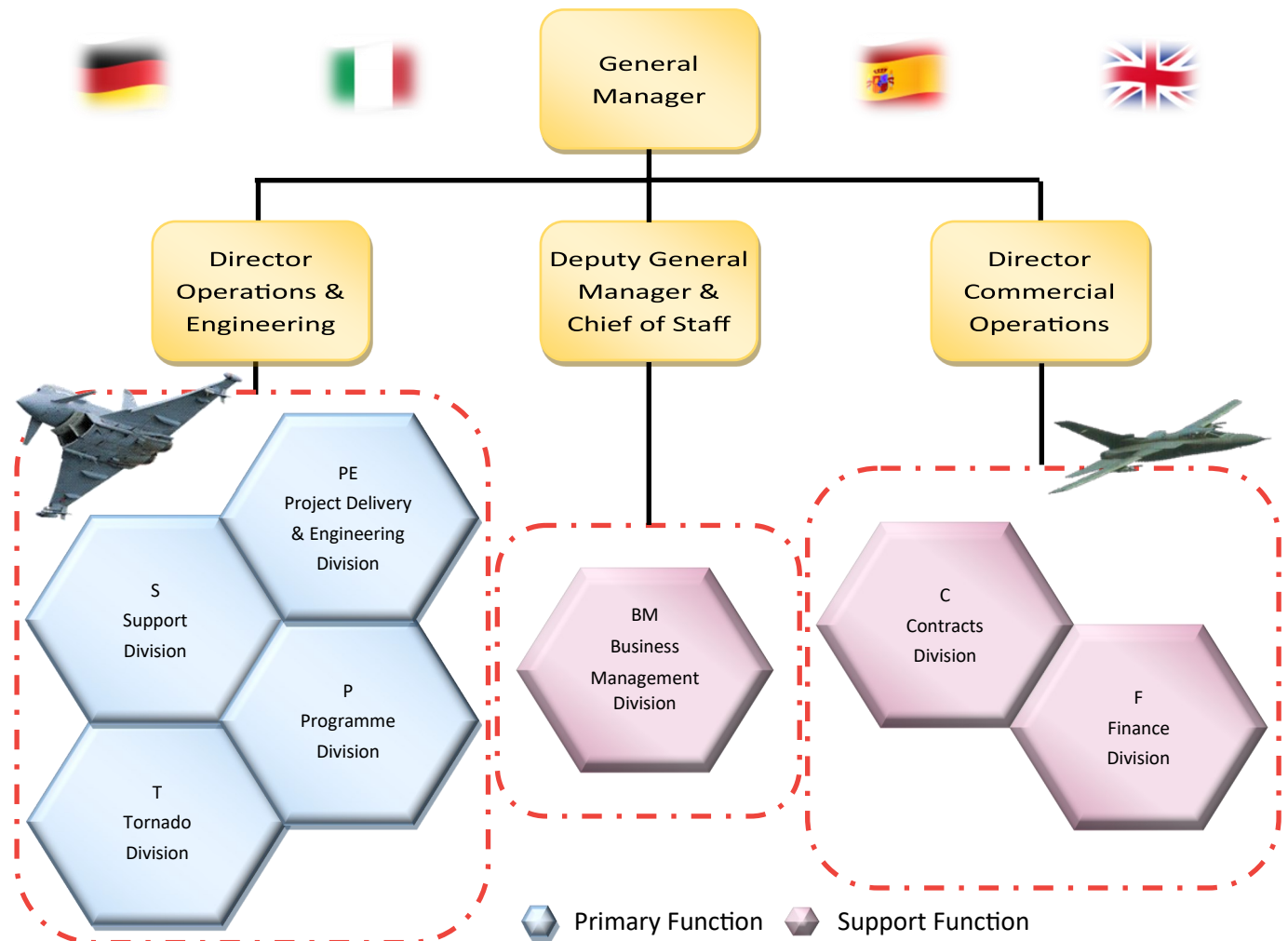
All transactions relating to overpayments, including receivables and payables where required, have been recorded in the general ledger and are reflected in the figures of the Annual Financial Statements.

Requirement to exclude merchandise value from the cash and cash equivalents presented for the Staff Committee.

The value of merchandise items held in stock have been excluded from the cash and cash equivalents value presented for the Staff Committee.

NETMA AT A GLANCE

In order to deliver our operational programmes for the Nations, NETMA operates using a functional organisational structure, grouping its staff into agency divisions based on their specific skills and knowledge, as shown below:



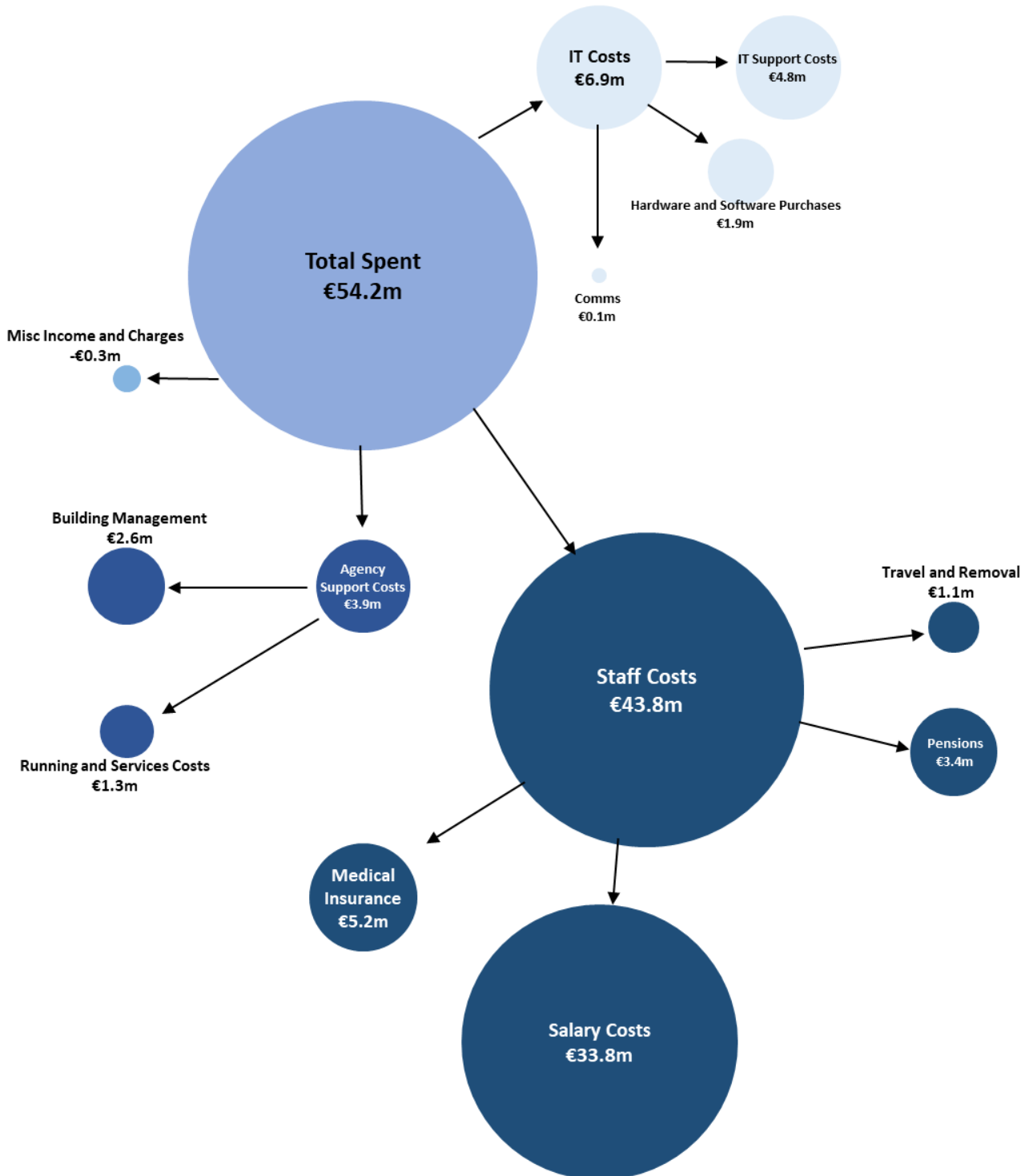
In support of the NEFMO and NAMMO BoDs and the Typhoon and Tornado Weapon Systems, the NETMA structure is organised to deliver the agency's requirements. PE, S, and P Divisions manage, on behalf of the contributing nations, the logistics and operations activities with our industry partners for Typhoon (Eurofighter Jagdflugzeug GmbH and Eurojet Turbo GmbH). T Division acts in the same manner for Tornado (PANAVIA Aircraft GmbH and Turbo-Union GmbH).

In support of these primary activities, the Contracts and Finance Divisions drive value through Contract and Financial management between Nations and industry. The Business Management Division, made up of Human Resources, IT Management and Business Improvement and Performance, supports the entire NETMA agency. The IT Management department supports the IT Applications which enable Tornado and Typhoon Programme management. These include (but are not limited to) the Agency Integrated Management System (AIMS) for Milestone/Task and Invoice Management, the Eurofighter Information Management System (EIMS) to support the Eurofighter Weapon System Change and Modification Programme process, the Enhanced Procurement System-Central Automatic Data Processing System (EPS-CADPS) for Procurement and Logistics Support Activities, the Joint Management System (JaMeS) that covers the End to End (E2E) Price Investigation process dealing with Eurofighter Future Modification Contracts (EF-FMC), EuroJet Discrete Tasks (EJ-DT), Eurofighter Contract #1 Supplementary Demands (C#1 SD) and Eurofighter Contract #3 Additional Demands (C#3 AD) and the Personnel & Accruals Reporting Management Information System (PARMIS) for Payment Plan, Invoice to Payment and Banking processes.

NETMA Expenditure Breakdown 2024

The total expenditure to deliver the Administration Budget, as reported in the NETMA financial statements, was €54M in 2024. The majority (81%) of this expenditure is related to the staffing costs of the agency, with the remainder spent on the rent and running costs of the NETMA headquarters and the provision and support of IT and communications equipment and infrastructure.

In total, the costs of running the agency equate to circa 0.9% of all spend on the NETMA programmes, representing good value to our customer nations.



NETMA Statement of Internal Control



As General Manager of NETMA, I have the responsibility for maintaining an effective system of internal control that supports the achievement of the Agency's policies, aims and objectives, as set by NETMA's Four Nations and the Board of Directors. I am also personally responsible for safeguarding the funds and assets.

The Board has established appropriate structures, reporting lines and responsibilities to support the delivery of objectives. These responsibilities are set out in the NETMA Financial Rules and Regulations as governed by the NATO Financial Regulations and Financial Rules and Procedures.

The system of internal control is designed to manage the risk of failure to achieve the organisation's policies, aims and objectives and provide reasonable assurance of effectiveness.

The processes in place to achieve this are summarised below:

- NETMA has an annual Management Plan which identifies NETMA's strategic priorities, objectives and the associated performance metrics. The Management Plan focuses on agency planning and improvements, including identification of key business risks.
- NETMA have an ongoing evidence based risk management process designed to identify the principle risks to the achievement of the Agency's policies, aims and objectives, to evaluate the nature and extent of those risks and to mitigate or manage them efficiently and effectively on a continual basis. Owners are appointed to monitor and report on the risks and mitigations on a regular basis.
- The NETMA internal audit function performs a range of audit activities based on international standards and NATO regulations. The internal audit process covers all areas of the Agency and complies with Global Internal Audit Standards. The NETMA Audit Team also conduct external audits on our Industry Partners, which involve the inspection of NEFMO and NAMMO assets held in industry, and review of Self-Certified Milestones to ensure our Industry Partners have appropriate internal controls in place and these are adhered to. The annual internal and external audit programmes are approved by the NETMA Audit Advisory Panel and the Audit Committee as outlined in the NETMA Audit Charter. Processes and procedures are regularly reviewed and continuously optimised.
- The Agency operates the integrated framework for internal control developed by the Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway commission (COSO Framework) as a mechanism for formally documenting the internal control system and providing assurance that it is functioning effectively. It is well established and part of our normal internal control system. The annual COSO review was undertaken as scheduled for the year 2024, with the outcome confirming we meet those requirements.

My review of the effectiveness of the system of internal control is informed by the work of the executive managers within the organisation who have responsibility for the development and maintenance of the internal control framework, comments made by the Internal Audit Reports, and external auditors in their management letters, together with the results of the annual COSO review.

I am content that the processes in place within the organisation provide reasonable assurance of the effectiveness and efficiency of the organisation's operations, the reliability of its financial information and its integrity with regards to application and compliance to applicable rules and regulations. Whilst we always seek to improve our processes each year there are no material internal control weaknesses currently identified that need specific intervention from Senior Management in 2024.

SIMON ELLARD CB FREng
General Manager

WENDY BRADBURY
Financial Controller

Overview

2024 Financial Statements

Notes to the NETMA Accounts

CTURE PUBLIQUE

PUBLICLY DISCLOSED

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT 31 DECEMBER 2024

(in thousands of Euros)

	Note	2024	2023
Assets			
Current assets			
Cash and cash equivalents	B1	7,802	7,076
Short term investments		0	0
Receivables	B2	16,818	14,056
Prepayments	B3	614	302
Inventories		0	0
		<u>25,235</u>	<u>21,433</u>
Non-current assets			
Property, Plant & Equipment	B4	741	80
Intangible assets	B4	254	5
		<u>995</u>	<u>85</u>
Total assets		<u>26,230</u>	<u>21,518</u>
Liabilities			
Current liabilities			
Payables	B5	3,314	3,203
Deferred revenue and other liabilities	B6	5,980	4,822
Advances	B7	15,931	13,397
		<u>25,225</u>	<u>21,421</u>
Non-current liabilities			
Provisions		0	0
Operating lease liability	B8	7	9
		<u>7</u>	<u>9</u>
Total liabilities		<u>25,232</u>	<u>21,430</u>
Surplus / (deficit)	B9	910	(43)
Reserves	B10	88	131
Total net assets		<u>998</u>	<u>88</u>

The financial statements on pages 10 to 14 and their associated notes were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31st March 2025.


SIMON ELLARD CB FREng
General Manager


WENDY BRADBURY
Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2024

(in thousands of Euros)	Note	2024	2023
Revenue			
Revenue	C1	54,149	51,761
Financial revenue		0	0
Other revenue		0	0
Total revenue		54,149	51,761
Expenses			
Personnel	C2	43,450	43,552
Contractual supplies and services - Buildings & Maintenance	C3	3,917	3,003
Contractual supplies and services - IT Services	C4	5,655	5,159
Depreciation and amortisation	C5	207	80
Impairment		0	0
Provisions		0	0
Other expenses		0	0
Finance costs	C6	10	10
Total expenses		53,239	51,804
Surplus / (deficit) for the period		910	(43)

NATO UNCLASSIFIED

STATEMENT OF CASH FLOW

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2024

(in thousands of Euros)	Note	2024	2023
Cash flow from operating activities			
Surplus / (deficit)	D1	910	(43)
Non-cash movements			
Depreciation / amortisation	D2	207	80
Impairment		0	0
Increase / (decrease) in payables	D3	110	1,130
Increase / (decrease) in advances	D4	2,534	13,397
Increase / (decrease) in operating lease liability	D5	(1)	(298)
(Increase) / decrease in prepayments	D6	(313)	(302)
Increase / (decrease) in deferred revenue and other	D7	1,159	846
(Increase) / decrease in receivables	D8	(2,763)	(13,540)
Net cash flow from operating activities		1,844	1,270
Cash flow from investing activities			
Purchase of property plant and equipment / intangible assets	D9	(1,117)	(36)
Proceeds from sale of property plant and equipment		0	0
Net cash flow from investing activities		(1,117)	(36)
Cash flow from financing activities		0	0
Net cash flow from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalents		726	1,233
Cash and cash equivalents at the beginning of the period		7,076	5,843
Cash and cash equivalents at the end of the period		7,802	7,076

STATEMENT OF CHANGE IN NET ASSETS / EQUITY

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2024

	Note	PP&E Asset Reserve	Revaluation Reserves	Accumulated Surplus / (Deficit)	Total
(in thousands of Euros)					
Balance at the beginning of the period 2023		75	0	56	131
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		75	0	56	131
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		56	0	(56)	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	(43)	(43)
Balance at the end of the period 2023		131	0	(43)	88
Changes in accounting policy		0	0	0	0
Restated balance		131	0	(43)	88
Transfer from accumulated surplus / (deficit)		(43)	0	43	0
Surplus / (deficit) for the period		0	0	910	910
Balance for the period ended 2024		88	0	910	998

FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2024

	Note	Initial Budget	Transfers	Final Budget	Expenditure	Accrued Expenses 2023	Accrued Expenses 2024	Total Expenditure	Carry Forward	Lapsed
Budget 2024										
Chapter 1										
Personnel costs	E1	45,335	0	45,335	43,694	0	47	43,741	7	1,587
Chapter 2										
Agency support costs	E1	4,458	1,190	5,648	3,865	0	29	3,894	1,522	233
Chapter 3										
Process and IT management	E1	9,048	(1,190)	7,858	6,546	0	130	6,676	492	691
Chapter 4										
(Income) and Bank Charges	E1	-280	0	-280	-343	0	0	-343	0	63
14										
Total FY 2024		58,562	0	58,562	53,762	0	205	53,967	2,020	2,575
Chapter 1 c/o from 2023		17	0	17	43	(26)		17	0	0
Chapter 2 c/o from 2023		15	0	15	52	(37)	0	15	0	0
Chapter 3 c/o from 2023		222	0	222	467	(246)	0	221	0	2
Chapter 4 c/o from 2023		0	0	0	0	0		0	0	0
Historical c/o		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total prior financial years c/o		254	0	254	562	(310)		253	0	2
Total		58,817	0	58,817	54,324	(310)	205	54,220	2,020	2,577

Overview

2024 Financial Statements

Notes to the NETMA Accounts

A. Significant Accounting Policies

Basis of preparation

The financial statements of NETMA have been prepared in accordance with the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) and based on International Financial Reporting Standards/International Accounting Standards (IFRS/IAS), as adopted by the North Atlantic Council (NAC) in 2002. In 2013, the NAC adopted an adaptation to IPSAS to better suit the specific requirements of the Alliance and an associated NATO accounting framework, applicable for financial reporting periods beginning on 1 January 2013.

The financial statements comply with the accounting requirements of the NATO Financial Regulations (NFRs) and the relevant NETMA directives and policies. In instances where there is a conflict between IPSAS and the NFRs this will be noted.

The financial statements have been prepared on a going concern basis and it is considered that there are no impediments to continuing with this assumption for the foreseeable future.

The financial statements have been prepared on a historical cost basis except for financial instruments that are measured at fair value at the end of each reporting period. The principal accounting policies are set out below and have been applied consistently to all periods presented. The accounting principles recognised as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance and cash flows on an accrual based accounting system using historical costs have been applied consistently throughout the reporting period.

A thorough review of revenue and expenditure in the NETMA accounts has been concluded and relevant changes have been made in the accounts to ensure items are appropriately accounted for on either a Principle or Agent basis. The 2023 accounts have also been reviewed and it is considered that there are no material changes to be made in the 2024 Annual Financial Statements for 2023.

In accordance with Article 2.1 of the NFRs, the financial year of NETMA is 1 January to 31 December.

Accounting estimates and judgements

In accordance with IPSAS and generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising judgments to make the estimates, a degree of caution is included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenue and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements.

Changes in accounting policy and standards

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3 Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors. For the 2024 Financial Statements the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period. There have been no changes to NETMA accounting policy for 2024.

Changes in pronouncements

No new accounting standards have had a material impact on the NETMA accounts nor been adopted earlier than the application date as stated in the IPSAS standards. Any new published IPSAS standards will be assessed for 2025 accounts.

Restatements and prior period adjustments

For the 2024 Financial Statements, NETMA has not revised any of the figures presented in the 2023 Financial Statements.

Changes in financial rules and regulations

The NETMA financial statements have been produced in line with the NATO Financial Regulations (NFR). NETMA updated its Financial Rules and Regulations in 2023, to ensure that they were in line with NATO NFRs. Only minor adjustments were made in the NETMA FRRs, and none of these changes affected the process in the preparation of the NETMA Financial Statements.

In July 2024 NETMA issued Finance Notice F(N)012024 to bring the NETMA procurement authorisation limits (PAL) in line with the NATO EFL with immediate effect. This change will be incorporated into the next issue of the NETMA FRR's in 2025.

Foreign currency

These financial statements are presented in Euros, which is the NETMA functional and reporting currency. Foreign currency transactions are translated into Euros at the NATO exchange rates prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies at year-end are translated into Euros using the NATO exchange rates applicable at 31 December 2024. The resulting realised and unrealised gains and losses are recognised in the Statement of Financial Performance.

NETMA used the following NATO-promulgated exchange rates as at 31st December 2024:

EUR – GBP = 1 : 0.82805

EUR – USD = 1 : 1.0395

Consolidation

The NETMA financial statements are not consolidated.

IPSAS 6 Consolidated and Separate Financial Statements has been adapted by NATO and in accordance with Council decision (PO(2018)0329) Financial Reporting of Morale and Welfare Activities (MWA), these activities have not been consolidated into the NETMA Annual Financial Statements.

Financial instruments disclosure / presentation

NETMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include cash and cash equivalents, accounts receivable, liabilities, provisions and loans between NATO entities. Financial instruments are recognised in the statement of financial position at fair value.

Financial risk factors

Credit risk

There is very limited credit risk as the contributing nations generally have a high credit rating. The risk of financial loss due to a participating nation's failure to raise funds is still assessed as very low. In the event that there is a shortage of funds by one or more nations to meet financial obligations, other nations will be expected to provide the necessary funding.

Liquidity risk

The liquidity risk is based on the assessment of whether the organisation will encounter difficulties in meeting its obligations associated with financial liabilities. There is limited exposure to liquidity risk because of the budget mechanism that guarantees contributions for the total approved budget. The accuracy of forecasts that result in the calls for contributions as well as the delay in receiving payments represent the main liquidity risks.

Currency risk

The majority of transactions associated with the administrative budget are contracted in Euros and in order to have the required funding, NETMA also asks nations to provide their contributions in Euros. Therefore the exposure of financial instruments to foreign currency exchange risk associated with the administrative budget is considered negligible.

Interest rate risk

NETMA is restricted from entering into borrowings and investments, and therefore there is no significant interest rate risk identified.

Assets

NETMA holds the following types of current assets:

Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include cash on hand and current bank accounts.

Receivables

Receivables are stated at net realisable value, after provision for doubtful and uncollectible debts. It can also include amounts due by other NATO entities. Contributions receivable are recognised when a call for contribution has been issued to the member nations. Other receivables include those from staff and external sources such as German MoD in relation to VAT receivable.

Property, plant and equipment

The categories of Property, Plant and Equipment (PP&E) relevant for NETMA are detailed below:

Land and Buildings: The agency's office accommodation is subject of a building lease and therefore not capitalised as PP&E. In accordance with IPSAS 13 Leases, it is expensed on a straight-line basis over the lease term. In 2015 this resulted in the creation of a long term liability due to a rent free period at the start of the contract on the new premises. This liability was being unwound against rental payments on a straight-line basis over the original 10 year duration of the lease. In 2022 an option to extend the current lease by 5 years to 2029 was agreed.

Office Furniture and Equipment: This includes items of non-aggregated office furniture and other miscellaneous office items (i.e. lamps, fans, projectors, printing equipment). Items in this category are depreciated on a straight-line basis over a ten year period which equates to their useful life. It is assumed an item is fully depreciated with nil residual value at the end of its useful life.

IT and Communications Equipment: This consists of Commercial-Off-The-Shelf (COTS) purchase of computer systems (hardware only), and communications equipment (i.e. telephones, faxes and accessories). Items in this category are depreciated on a straight-line basis over a three year period. It is assumed an item is fully depreciated with nil residual value at the end of its useful life.

In accordance with IPSAS 17 Property Plant and Equipment, PP&E are recognised as tangible assets when it is probable that future economic benefits or service potential associated with the item will flow to the entity and the cost or fair value can be measured reliably. All PP&E, with the exception of land, are stated at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. NETMA's capitalisation threshold is €15,000, items with a purchase cost or fair value on acquisition above this threshold are capitalised and items falling below this threshold are fully expensed in the year of procurement.

For new asset additions during the year, the gross value of an asset is capitalised as PP&E on the Statement of Financial Position. The gross asset value is accounted for in the year of purchase on the Statement of Financial Performance with a surplus on the Statement of Financial Performance being generated in the first year of purchase and transferred to the PP&E asset reserve account to increase accumulated asset reserves.

Depreciation is recognised so as to write off the cost of the assets less their residual values over their estimated useful lives, using the straight-line method. The estimated useful lives, residual values and depreciation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. Depreciation is accounted for as an expense which generates a deficit on the Statement of Financial Performance. This deficit is transferred to PP&E Asset Reserves at the end of each year to reduce the accumulated asset reserve.

An item of PP&E is derecognised upon disposal or when no future economic benefits are expected to arise from the continued use of the asset. Any gain or loss arising on the disposal or retirement of an item of PP&E is determined as the difference between the sales proceeds and the carrying amount of the asset and is recognised in the Statement of Financial Performance. NETMA has no assets purchased prior to 2013 that would still have an economic life still in active use within the agency.

During 2024 there were 437 items approved for disposal through the NETMA Internal Audit section in accordance with NETMA delegated authorities.

Intangible assets

The only categories of Intangible Assets relevant to NETMA are computer software and software development costs, which entails costs for licences over a period longer than 1 year and consultancy costs incurred for IT system change requests which meet the recognition criteria outlined below. NETMA intangible assets are amortised on a straight-line basis over a three year period. It is assumed an item is fully amortised with nil residual value at the end of its useful life.

In accordance with IPSAS 31 Intangible Assets, these assets are recognised as an identifiable non-monetary asset without physical substance, where it is probable that the future economic benefits that are attributable to the asset will flow to the entity and the cost of the asset can be measured reliably. In line with its treatment of PP&E IT Equipment, the capitalisation threshold is €15,000 and all intangible assets are initially measured at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses.

The estimated useful lives, residual values and amortisation method are reviewed at the end of each reporting period, with the effect of any changes in estimate accounted for on a prospective basis. NETMA has no assets purchased prior to 2013 that would still have an economic life still in active use within the agency.

Leases

As stated above, the office accommodation has been determined as an operating lease and, in accordance with IPSAS 13 Leases, is expensed on a straight-line basis over the lease term.

Liabilities

Payables

Payables (including amounts due to other NATO entities) are amounts due to third parties for goods and services received that remain unpaid as of the reporting date. They are recognised at their fair value. This includes estimates of accrued obligations for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

Unearned revenue and other liabilities

Unearned revenue represents contributions from member nations and/or third parties that have been called for in current or prior years' budgets and that have not yet been recognised as revenue. Unearned revenue also includes miscellaneous income and double entry adjustments for lapsed credits which are now shown as a payable to nations.

Other liabilities represent funds received for non-budgetary items in the current or prior years that have not yet been expended or returned to member nations.

Advances

Advances are contributions from member nations called for or received related to future years' budgets. Funds are called for in advance of the relating financial period as NETMA has no capital that would allow it to pre-finance any of its activities.

Revenue and expenses recognition

Revenue

Revenue comprises of contributions from the four contributing nations: Germany, Italy, Spain and United Kingdom and other revenue earned during the period. Contributions from the four nations are called for in advance on a quarterly basis, while other revenue earned during a financial period includes bank interest and miscellaneous recoveries from staff for car parking.

Revenue is recognised to the extent that it is probable that economic benefits will flow to NETMA and revenue can be measured reliably. Where a transfer is subject to conditions that, if unfulfilled, require the return of the transferred resources, NETMA recognises a liability until the condition is filled.

National contributions to the administrative budget are recognised as revenue on the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned within the approved budget.

Expenses

The NETMA financial statements cover the running costs of the agency and of the NAMMO and NEFMO programmes. These costs cover pay and personnel, utilities, rental payments and those costs associated with information management support. Expenses are recognised on an accruals basis.

Cash flow statement

The cash flow statement is prepared using the indirect method and the format follows the layout provided by IPSAS 2 Cash flow Statements.

B. Notes to Statement of Financial Position

(in thousands of Euros)

Assets

1. Cash and cash equivalents

	2024	2023
Cash accounts	7,801	7,073
Clearing cash accounts	0	0
Petty cash and advances	1	3
Current bank accounts	0	0
Cash equivalents	0	0
Bank accounts interest	0	0
Total	7,802	7,076

NETMA operates bank accounts into which all contributions are received and payments to suppliers are made. Interest earned on the account is recognised in year as revenue. Within the cash accounts balance there is a €3.3m balance for cash held relating to activities where NETMA is acting as an agent, therefore corresponding expenses and revenue are excluded from these statements. The petty cash accounts enable small, essential purchases to be made quickly and are reconciled on a monthly basis.

The reason for the variance between 2024 and 2023 is a higher underspend in 2024 compared to 2023. This will be lapsed in 2025 subject to nations agreement.

2. Receivables

	2024	2023
Receivables from non-consolidated entities	830	613
Contributions receivable from nations following year	15,931	13,397
Receivables from staff members	32	42
Other receivables	25	4
Total	16,818	14,056

Receivables from non-consolidated entities

This value represents receivables recoverable from MoD Germany with regards to VAT charged in 2024.

Contributions receivable from nations following year

This represents receivables from nations that have been called for the following years budget within the current year but not yet received as at 31st December 2024.

Receivables from staff members

Receivables from staff members relate to the outstanding recoveries from advances of salaries and overpaid allowances. This account has been reconciled with payroll records at year end.

Other Receivables

Other receivables include accrued credits from third parties relating to the period but still outstanding at the period end, primarily the charge for the Spanish Telephone line.

3. Prepayments

	2024	2023
Suppliers	614	302
Staff	0	0
Total	614	302

In 2024 prepayment liabilities were recognised for services/licences purchased in advance which relate to 2025, as well as school fees relating to 2024-25.

4. Non-current assets

	2024	2023
PP&E	741	80
Intangible Assets	254	5
Total	995	85

As highlighted in Note A, Property, Plant and Equipment section, the office accommodation is treated as an operating lease arrangement and therefore is not capitalised. The Agency controls two types of PP&E and is responsible for replacement and maintenance of these assets: Office Furniture & Equipment, and IT & Communications Equipment. Additionally, NETMA controls intangible assets relating to computer software licences and capitalised consultancy support to an approved system change. The capitalisation threshold for all PP&E and intangible assets is €15,000. The Agency has taken a view that integrated purchases (Cabling, Air Con Units, Security enhancements, etc.) were not to be capitalised due to no clear future ownership lines being in place and the ability to use such items if the Agency were to move premises in the future.

As at 31 December 2024 only items within IT and Communications met the criteria for capitalisation. This consists of Commercial Off The Shelf (COTS) computer systems (hardware and software), communications equipment (e.g. telephones, faxes and accessories) and capitalised IT consultancy costs for changes to NETMA IT applications. IT and Communications assets are measured at cost less depreciation or amortisation. Both depreciation and amortisation are calculated on a straight-line basis over 3 years for IT and Communications Equipment.

In 2024, increased investment in IT assets has focussed on improving IT capabilities, creating resilience and supporting business continuity in NETMA. During 2024 nine new items of IT were purchased that met the capitalisation criteria and have been added to the asset register. These consist of DMS developments, licenses greater than 1 year, Telephone System Upgrade, Servers and IT Hardware.

In accordance with IPSAS 17 Property, Plant and Equipment, below is a reconciliation of the carrying amounts for NETMA non-current assets:

	2024	2023
Opening Balance	85	128
Additions	1,117	36
Disposals	0	0
Depreciation	(207)	(80)
Closing Balance	995	85
Gross Carrying Amount	2,946	1,829
Accumulated Depreciation	(1,951)	(1,744)
Net Carrying Amount	995	85

Liabilities**5. Payables**

	2024	2023
Payables to suppliers	0	0
Payables to non-consolidated entities	0	0
Payables to staff members	0	0
Lapsed Credits to be offset from future CFFs	2,577	1,797
Other payables	737	1,407
Total	3,314	3,203

Payables to suppliers

Amounts payable to suppliers represents invoices for work undertaken but not yet paid. This account is reconciled to the payables sub-ledger within the financial system operated by NETMA on a monthly basis.

Lapsed Credits to be offset from future CFFs

These values align to the value reported in the Statement of Budget Execution, representing budget called for but not spent that will be offset from the following years call for funds. There has been a larger underspend in 2024 compared to 2023 creating the majority of the payables variance. The lapsed credits figure includes a residual amount of €1.8K from the 2023 commitments which will be returned to nations in 2025.

Other payables

Other payables are made up of the manual accrual figure which consists of three elements. The first element of the manual accrual relates to goods and services provided during 2024, where an estimate is made by reviewing invoices paid/received in 2025 up to mid-February. The estimated accrual for goods and services as at 31 December 2024 is €226K. The other element of the manual accrual is the estimated accrual relating to unpaid leave, this is based on the untaken leave carried forward as at 31 December 2024 multiplied by the average salary costs per day. This results in an accrual of €509K. The third element, the value of deferred expense as at 31 December 2024 is €2K.

6. Deferred Revenue and other liabilities

	2024	2023
Unearned Revenue and other liabilities	5,980	4,822
Total	5,980	4,822

Deferred Revenue represents accumulated unearned revenue which is the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NETMA programme to date. Other liabilities represent the excess of accumulated non-budgetary funds received over its associated expenditure to date.

The movement on unearned revenue and other liabilities can be reconciled as follows:

	2024	2023
Unearned Revenue and other liabilities b/f	4,822	3,976
National Contributions	57,169	53,317
Miscellaneous Revenue (excl Bank Interest)	1,650	717
Receivable for Following Year (movement)	52	48
Less:		
Operational Expenditure	54,112	51,417
Movement in Lapsed Credits	780	999
Movement in IT Duty Travel/SP Tel Line/Misc Advances	1,452	606
Movement in CFF called for but not received		
Other Expenses / (Income)	1,367	214
Foreign Exchange (Gains) / Losses	0	1
Unearned Revenue and other liabilities c/f	5,980	4,822

7. Advances

	2024	2023
Advance contributions	15,931	13,397
Total	15,931	13,397

Advance contributions

Advance contributions reflects the first Call for Funds for all Nations for 2025 that were raised in 2024.

8. Operating lease liability

	2024	2023
Operating lease liability	7	9
Total	7	9

This is the operating lease of the Agency building. This is referenced in Note A, Property, Plant and Equipment section.

Net Assets**9. Accumulated surpluses / (deficits)**

	2024	2023
PP&E Additions / Revaluations	1,117	36
PP&E Depreciation and amortisation	(207)	(80)
Accumulated surpluses / (deficits)	910	(43)

The accumulated surplus balance represents in year movements relating to PP&E and operational activities. This surplus represents the new additions to the IT Asset Register in 2024 as described in note B4. This surplus / (deficit) is transferred to reserves at the close of each financial year.

10. Reserves

	2024	2023
Non-current asset reserve	88	131
Total	88	131

The non-current asset reserve represents the nation's equity in PP&E and intangible assets. IT & Communications equipment assets are capitalised and accounted for at their net carrying amount (i.e. gross historical purchase costs less accumulated depreciation / amortisation). At the end of 2024, the asset reserve reduced by the accumulated deficit of €43K, resulting in an opening Net Assets balance as at 1st January 2025 of €88K.

C. Notes to Statement of Financial Performance

(in thousands of Euros, unless otherwise stated)

1. Revenue

	2024	2023
National contributions	57,169	53,317
National contributions to be called for	0	0
Other reimbursements	(3,020)	(1,556)
Total	54,149	51,761

National contributions represents the funds provided by nations to support NETMA in fulfilling its objectives under the administrative budget. Funding is normally called for in advance on a quarterly basis.

Other reimbursements includes recoveries from nations in support of the overall NETMA Programme, the movement on unearned revenue representing the surplus or deficit of revenue over expenditure in the financial year and recoveries from staff employed by the agency.

Expenses

2. Personnel

	2024	2023
Pay and Overtime	28,437	27,997
Allowances	5,295	5,425
Pension	3,418	3,346
Medical and Insurance	5,245	4,903
Travel	1,149	1,744
Other	(94)	136
Total	43,450	43,552

Personnel expenses include civilian and military personnel expenses as well as other non-salary related expenses. The amounts include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-salary related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal and for contracted consultants and training.

NATO introduced the Defined Contribution Pension Scheme (DCPS) on 1st July 2005. The scheme is a money purchase pension scheme which is funded by NETMA and the staff member. This pension scheme is compulsory for all new entrants. NETMA's contribution is 12% of basic salary, staff contribution is 8% of basic salary and the Additional Voluntary Contribution is up to 5% of basic salary. Pension costs are predominantly for those members in the DCPS. The scheme is administered and accounted for centrally by NATO International Staff (IS).

Travel costs include duty travel, home leave travel, removals and travel for interviews and repatriation.

At the year-end, NETMA has 253 established posts. A breakdown of wages, salaries and employee benefits is provided below. Costs remained largely consistent in 2024.

	2024	2023
Employee benefits expense	38,468	37,734
Post employee benefits		
For defined contribution pensions scheme	3,418	3,346
Untaken leave accrued	509	591
Total employee benefits expense	42,395	41,671

Untaken leave

Untaken leave at year-end may be carried over to the following year. Under normal circumstances, NETMA takes measures to ensure all carried over leave is taken by 30th April of the following year in accordance with the CPRs.

Key Management Remuneration

NETMA is led by four directors, one for each participating Nation. They are remunerated in line with NATO pay scales as are all other NETMA staff.

	2024	2023
Key management remuneration	<u>1,099</u>	<u>1,085</u>

Representation allowance

(stated in Euros)

Representation Allowance has been utilised by the GM in line with the post entitlement, as per EM(2024)0130 dated 16th April 2024. Expenditure on the representation allowance by the qualifying officials totalled €4,100 and is broken out below.

	2024	2023
Rent supplement	3,173	3,173
Hospitality expenses	927	5,230
Total	<u>4,100</u>	<u>8,402</u>

Contractual supplies and services**3. Buildings and maintenance**

	2024	2023
Building costs	2,631	1,871
Security costs	878	805
Other costs	408	328
Total	<u>3,917</u>	<u>3,003</u>

Building costs include rent of the Agency's accommodation, utilities and cleaning. Security costs are predominantly those of the contracted out guard service. Other costs include office supplies, the rental of reprographic equipment and the costs for the canteen services that have been outsourced.

For the current accommodation, NETMA signed a contract on 27th September 2013 to lease the new office building to 30th November 2024. Although a firm price was agreed, the contract incorporates a clause whereby a rental increase or reduction can be triggered after the first three years if inflation in Germany varies by more than 5% based on the consumer price index. Utility payments are subject to an annual review and can vary on the basis of actual usage of the previous year. The contract included an option to extend the lease for a further two periods of 5 years. During 2022 the first option to extend the lease to 2029 was agreed.

In accordance with IPSAS 13 Leases, the table below details obligations under the operating leases as at 31 December 2024).

	2024	2023
Buildings:		
Not later than one year	1,143	1,143
Later than one year and not later than five years	4,477	4,572
Later than five years	0	1,048
Utilities:		
Not later than one year	453	356
Later than one year and not later than five years	1,813	1,425
Later than five years	0	327

4. IT services

	2024	2023
Communication	123	107
Information technology support	5,532	5,052
Total	5,655	5,159

The major cost elements in this category are for consultancy and outsourced support costs for the Agency's information systems.

5. Depreciation and amortisation

	2024	2023
Depreciation	161	71
Amortisation	46	9
Total	207	80

PP&E and intangible assets are depreciated/amortised on a straight-line basis on NETMAs General Asset Assumptions. The depreciation/amortisation charge relates to IT and Communication Equipment assets capitalised by NETMA.

6. Finance costs

	2024	2023
Foreign exchange gain / (loss)	(0)	(0)
Other charges	10	10
Total	10	10

Translation gains and losses occur when assets held in foreign currencies are converted to a Euro value at the closing NATO-promulgated exchange rates for the financial period. While some Euro : GBP/USD exchange rate fluctuations were experienced in 2024, due to the low value of GBP/USD transactions made only immaterial values were incurred in 2024.

Other charges include bank charges incurred on NETMA bank accounts for transactions mainly attributed to cross border payroll allotments (€10K).

D. Notes to Statement of Cash Flow

(in thousands of Euros)

Cash flow from operating activities

1. Surplus / (deficit)

	2024	2023
Surplus / (deficit)	910	(43)
Total	910	(43)

This represents the surplus/deficit from normal operating activities after interest, depreciation and financial charges such as exchange differences arising from transactions. The previous year's balance is transferred from surplus/deficit into Nation Reserves in the following year.

Non-cash movements

2. Depreciation / amortisation

	2024	2023
Depreciation and amortisation	207	80
Total	207	80

This represents the annual depreciation/amortisation on NETMA Assets which is calculated on a straight-line basis. This is greater in 2024 due to additional assets being capitalised in 2024 as referenced in Note B4.

3. Increase / (decrease) in payables

	2024	2023
Payables to suppliers	0	0
Other payable	110	1,131
Total	110	1,130

The movement on payables in 2024 represents an increase in the outstanding liabilities for 2024. The increase in other payables is attributable to a higher lapsed credit value to be returned to nations in 2024 compared to the 2023 Statement of Budget Execution.

4. Increase / (decrease) in advances

	2024	2023
Advance contributions	2,534	13,397
Total	2,534	13,397

The movement in advance contributions year on year shows advances from 2022 being satisfied in 2023 and advances in 2024 expected to be satisfied in 2025.

5. Increase / (decrease) in operating lease liability

	2024	2023
Operating lease liability	(1)	(298)
Total	(1)	(298)

This reflects the movement created by the operating lease liability explained at Note B8.

6. (Increase) / decrease in prepayments

	2024	2023
Prepayments	(313)	(302)
Total	(313)	(302)

Prepayments represents payments made for services received partly in 2024 and beyond the reporting period. These include IT licences and school fees.

7. Increase / (decrease) in unearned revenue and other liabilities

	2024	2023
Unearned revenue and other liabilities	1,159	846
Total	1,159	846

Unearned revenue represents the excess of national contributions and miscellaneous revenue over expenditure on the NETMA program to date. This has increased in 2024 due to contributions received carried forward into 2025. Other liabilities represent the excess of accumulated non-budgetary funds received over its associated expenditure to date.

8. (Increase) / decrease in receivables

	2024	2023
National contributions	(2,534)	(13,397)
VAT	(216)	(117)
Other receivables	(12)	(26)
Total	(2,763)	(13,540)

The decrease in national contributions receivable is explained in both Note B2 and D4, it relates to the value of national contributions called for the administration budget for 2024, not yet received at the reporting date. The increase in VAT receivable relates to monies owed from the German VAT office regarding VAT reclaimable expenditure in 2024 which is higher than in 2023. Other receivables relate to prepayments in year for school fees and IT licenses, the Spanish telephone line and monies owed from NETMA Staff members.

Cash flow from investing activities**9. Purchase of property plant and equipment / intangible assets**

	2024	2023
Asset additions	(1,117)	(36)
Total	(1,117)	(36)

Asset additions represents the expenditure relating to hardware, software and consultancy costs which met the required criteria for capitalisation in line with IPSAS 17 Property, Plant and Equipment & IPSAS 31 Intangible Assets. The 2024 addition is attributed to the purchase of nine new assets described in Note B4.

E. Notes to Statement of Budget Execution

1. Budget analysis - 2024

	2024 Budget	2024 Expenditure
Chapter 1	45,335	43,741
Chapter 1 including 2023 carry forward	45,352	43,758

There was an underspend of €1.6M against the budget 2024 due to vacancies of posts or filling posts later than expected. Therefore, allowance and removal costs were also lower than expected.

	2024 Budget	2024 Expenditure
Chapter 2	5,648	3,894
Chapter 2 including 2023 carry forward	5,663	3,909

Through tight cost control, especially for running costs, NETMA was able to underspend against the allocated budget of 2024. In addition, €1.5M of 2024 budget not yet spent in 2024 will be carried forward into 2025 for projects including the security systems and infrastructure.

	2024 Budget	2024 Expenditure
Chapter 3	7,858	6,676
Chapter 3 including 2023 carry forward	8,081	6,896

Ongoing IT-Consultancy projects with contracts from 2024 will be carried forward into 2025 reducing lapsed credits from 2024. Ongoing difficulties in the supply and logistics chain for IT Hardware made some procurement unachievable. Therefore, this procurement was postponed to the following budget year.

	2024 Budget	2024 Expenditure
Chapter 4	(280)	(343)

The reimbursement to NETMA from Austrian Liaison Officers and Saudi-Arabia Liaison Officers, based on real costs for resources, were higher than calculated when setting the 2024 budget. Additionally the received bank interest for NETMA was higher than expected in 2024.

For all of the above the return of the lapsed credits will be agreed with nations in 2025.

2. Reconciliation between Statement of Financial Performance and Statement of Budget Execution:

	2024
SCHEDULE 2: FINANCIAL PERFORMANCE EXPENSES	53,239
- Movement in accruals including non-budget items	82
- Movement in deferred expenses	369
- Asset additions less depreciation/amortisation	910
- Finance costs: gains / (losses) translation adjustment	0
- Operating Lease Expense	1
CASH PAYMENTS	54,602
- Revenue received in year	(354)
- Non-common payments excl. from budget	-29
ACTUAL BUDGET CASH PAYMENTS	54,220

F. Contingent Liabilities / Provisions

NETMA has no contingent liabilities or provisions.

G. Related Parties Disclosure

The key management personnel of NETMA have no significant related party relationships that could affect the operation of NETMA. Board members receive no remuneration and senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. Both do not receive loans that are not available to all staff.

H. Write-Off and Donations

In accordance with the NATO Financial Regulations, where a global statement of write-offs and donations shall be reported in the Annual Financial Statements NETMA can report that 437 items were submitted and approved for write-off/strike-off through the NETMA Internal Audit section in 2024 in accordance with NETMA delegated authorities. These write-offs/strike-offs are effected when items are deemed surplus to requirements, obsolete, damaged beyond economic repair or lost.

I. Morale and Welfare Activities (MWA)

(stated in Euros)

In line with the requirements of C-M(2019)0026(INV), the following disclosures regarding the MWA are made:

Cash and Cash Equivalents (Euros) : €17,067

Liabilities: €0

Full-time equivalent personnel directly supporting MWA as of year-end: Zero

The statement of Internal Control within the Annual Financial Statements includes MWA activities.



